

« *La loi ? La Loi ? Je n'ai pas à obéir à la loi. Je me réfère à une autorité morale supérieure* ». Jack KEMP, Ministre du Logement et Développement Urbain (HUD) en 1990 expliquant qu'il n'était pas nécessaire pour son ministère d'appliquer la loi.

Par Catherine AUSTIN-FITTS

Après vingt-et-une années passées à voir plus de 21 billions de dollars disparaître des comptes fédéraux du Ministère du Logement et de l'Urbanisme (HUD¹) et de la défense (DOD²) des Etats-Unis d'Amérique, on me demande souvent « *Où cet argent a pu bien passer ? Comment le récupérer ?* ».

Bien que le gouvernement ait trouvé que de l'argent manquât dans les comptes de ces deux agences fédérales sur l'année 2015 (et ainsi, identifié des violations de la Constitution suivant la réglementation en matière de gestion, de comptabilité et de publication financières), le gouvernement n'a cependant pas publié de compte-rendu sur la destination de ces fonds, sur qui détient ces ressources, ni comment ils ont été réemployés ou dépensés.

Par conséquent, il est parfaitement naturel que nous nous mettions à mener une réflexion libre, en commençant par nous demander qui aurait pu voler cet argent et comment, qui le détiendrait ou qui en détiendrait les actifs. A qui demander des comptes ? Si de l'argent a été blanchi par ou à travers, des comptes de la Défense, depuis des guerres déclenchées à l'étranger ou via la Banque centrale de l'Afghanistan, nous n'avons aucun moyen de le savoir.

¹ Housing and Urban Development, HUD

² Department of Defense, DOD

Nous pouvons émettre l'hypothèse de manière assez certaine que de l'argent continue à s'envoler. Nous n'avons plus aucun moyen fiable de connaître le montant des « ajustements comptables non justifiés » après l'année 2015, le gouvernement fédéral refusant de manière répétée de communiquer des états financiers audités, alors que la loi le requiert, et ce depuis l'adoption en 2018, du FASAB 56³ qui joue le rôle de circulaire administrative (qui autorise aux comptes fédéraux à rester masqués, hors bilan). Il n'est pas surprenant que ces opérations soient restées sous les radars, étant donné que le montant de ces ajustements étaient de 6,5 billions de dollars rien que pour l'année 2015 (soit le plus gros montant annuel). Par ailleurs, il y a de nombreuses caisses noires et des lois sur le classement confidentiel qui rendent difficile, voire impossible, de savoir ce qui se passe réellement dans les comptes fédéraux. (Pour ceux que cela intéresse, je recommande la lecture du feuilleton en sept chapitres sur les lois et règlement en matière de gestion financière du gouvernement des Etats-Unis incluant notre extrait concernant le FASAB 56. Voir « *Financial Laws* » dans le menu du site internet « *Solari Missing Money* »⁴).

Le gouvernement fédéral des Etats-Unis maintient ses comptes bancaires chez la Banque de la Réserve Fédérale de New-York. De ce fait, quand l'argent quitte ces comptes fédéraux, il part dans le circuit financier géré par la Banque Fédérale de New-York.

La Banque Fédérale de New-York est une banque privée propriété des banques qui en sont membres, incluant la Citibank et la JP Morgan Chase (voir « *New York Fed* » dans « *What is a SPAC?* » dans la section SPACs du présent numéro de *Wrap Up*). Il est vraisemblable que ses banques-membres agissent comme des agents pour le compte de la Banque

³ Federal Accounting Standard Advisory Board

⁴ [Missing Money website](#)

Fédérale de New–York dans le cadre de leurs responsabilités, en tant que dépositaire pour le compte du gouvernement des Etats–Unis. Cela signifie qu’ils détiennent des comptes bancaires, agissent comme prestataires ou sont dépositaires de titres financiers émis ou garantis par des subventions ou des prêts provenant du gouvernement des Etats–Unis, et de ses fonds de garantie de prêts immobiliers hypothécaires tels que : le fond de garantie des prêts immobiliers hypothécaires unifamiliaux dépendant du ministère au logement (FHA⁵). Ils agissent aussi comme dépositaires et prestataires pour des actifs détenus par le gouvernement, comme des prêts immobiliers hypothécaires en défaut de paiement, et des biens saisis qui sont récupérés quand les créditeurs se retournent vers le Ministère du Logement ou d’autres garanties gouvernementales sur les prêts immobiliers. Il est exact de dire que les banques membres de la Fed gèrent (et même contrôlent) une part significative du bilan fédéral et de ses comptes.

Quand on parle des comptes détenus par la Fed de New–York et par ses propriétaires–membres en tant qu’agents intermédiaires du gouvernement des Etats–Unis, cela vaut la peine de se demander aussi d’où provient l’argent qui a disparu. On peut supposer que le gros des fonds versés au Trésor des Etats–Unis provient des impôts et de la vente de la dette de l’état émise sous forme d’obligations par le Trésor, par l’intermédiaire d’un groupe de négociants dits « de premier rang ». Notons que le site internet de la Fed de New–York indique que les intermédiaires de premier rang sont aussi contreparties de la Fed de New–York dans le cadre de ces émissions d’obligations gouvernementales (beaucoup de ces intermédiaires de premier rang sont aussi membres–propriétaires de la Fed de New–York, ce qui inclut Citigroup Capital Markets, JP Morgan

⁵ Federal Housing Administration

Chase et la HSBC. Lire « *Primary Dealers in U.S. Government Securities* » dans « *New York Fed* » dans « *What is a SPAC?* »).

En quoi est-ce important ? C'est important parce que les membres–propriétaires la Fed de New–York peuvent vendre des bons du Trésor, créditer un compte gouvernemental appartenant au Ministère du Logement (HUD) avec le produit de la vente, compte pour lequel leur banque remplit le rôle d'agent, et transférer cet argent sur un autre compte privé. Ceci sans que cela ne se sache, si on suppose que les bons du Trésor ne sont pas répertoriés de manière fiable dans les bilans du Trésor ou, comme cela est maintenant le cas, s'ils sont protégés par le FASAB 56.

Nous savons qu'à certains moments des détenteurs étrangers de la dette américaine ont indiqué détenir plus de dette que ce que le gouvernement des Etats–Unis déclare être débiteur. Le journal *The Financial Times* a donné un exemple particulièrement frappant dans un article datant du 14 juin 2006 et intitulé « *Discrepancies in US Accounts Hide Black Hole* »⁶. Notons que cet article a été publié la même année où le Directeur du Renseignement Intérieur (DNI⁷) a reçu du gouvernement l'autorisation de pouvoir affranchir les banques et les entreprises qui travaillent avec le gouvernement, des obligations de conformité édictées par la SEC (Securities and Exchange Commission).

En fait, la dernière fois qu'un Secrétaire au Trésor des Etats–Unis a fait l'erreur de commissionner une étude sur l'encours de la dette des Etats–Unis, cette étude une fois publiée a été rapidement retirée, et lui-même est parti peu de temps après. Il s'agissait du Secrétaire d'Etat Paul

⁶ [Discrepancies in US accounts hide black hole.](#)”

⁷ Director of National Intelligence

O'NEILL, sous l'administration de Georges W. BUSH. Paul O'NEILL fit aussi l'erreur de tenter d'attirer l'attention sur le fait que les coûts de l'invasion en Irak était sous-estimés de manière inconsidérée.

En tant que Secrétaire d'Etat au Logement⁸ et Commissaire Fédéral au Logement, et ensuite en tant que présidente d'Hamilton Securities, premier conseiller financier de la FHA et du HUD, je tombais régulièrement sur des allégations et des indices circonstanciés selon lesquels le montant de l'encours des garanties de prêts immobiliers hypothécaires des fonds fédéraux de garantie était beaucoup plus important que ce qui apparaissait dans les bilans de la FHA et du HUD.

Alors que ma société jouait le rôle de conseiller financier du FHA et que j'essayais de ce fait de créer une base de données sur la totalité des prêts hypothécaires en cours et garantis par les fonds gouvernementaux, le Ministère de la Justice fit saisir tous mes enregistrements informatiques dans mes locaux. L'un des enquêteurs du gouvernement chargés de l'enquête fut plutôt contrarié lorsqu'il comprit que nous avions déménagé nos ordinateurs au beau milieu de la nuit pour les transporter chez nos avocats, déclarant : « *J'ai des ordres stricts. Vous ne devez pas garder de copie de vos données* ». On m'a demandé d'attester que nous n'avions gardé aucune copie sur aucun prêt immobilier du HUD. L'équipe chargée de l'enquête ne pouvait pas justifier juridiquement pourquoi nous n'étions pas autorisés à garder nos propres données une fois celles concernant les prêts hypothécaires immobiliers du HUD, retirées.

Je pense que si la société Hamilton avait conduit une analyse de portefeuille d'investissement, elle aurait pu prouver que le nombre de

⁸ Assistant Secretary of Housing and Urban Development, NTD : soit l'équivalent d'un secrétaire d'Etat (Assistant Secretary) au sens français rattaché à un ministre au-dessus de lui (Secretary of State)

prêts immobiliers enregistrés dans les bases de données du HUD était bien plus important que le nombre de maisons aux Etats-Unis, une réalité avérée par le sauvetage financier de 2008, avec montant estimé entre 27 à 29 billions de dollars pour sauver les banques impliquées sur les marchés des prêts immobiliers... alors que ces montants étaient à eux seuls suffisant pour rembourser tous les prêts hypothécaires immobiliers unifamiliaux en cours en Amérique, et ce, plusieurs fois.

Vous auriez pu vous attendre à ce que les agences de notation puissent identifier l'infraction systémique présente dans les comptes fédéraux des Etats-Unis et soulever cette question auprès des investisseurs qui rémunèrent leurs analyses. En fait, la Standard & Poor, en tête des agences américaines de notation, a bien essayé de dégrader la note des obligations des Etats-Unis. Voici l'histoire décrite dans un article⁹ que notre Conseiller juridique, Carolyn BETTS, et moi-même avons co-écrit et intitulé « *Caveat Emptor: Why Investors Need to Do Due Dilligence on U.S. Treasury and Related Securities* » :

« Afin de démontrer qu'il est plus que probable que les agences de notation ne sont plus en capacité de faire face à la pression politique, malgré des tentatives d'indépendance après la crise financière, regardez ce qui s'est passé en août 2011 quand, pour la première fois de l'histoire, l'agence Standard & Poor a dégradé la note de la dette U.S., la passant de AAA à AA+. Une colère noire s'en suivit. Afin de recoller les morceaux avec le gouvernement des Etats-Unis, et ce huit jours après que cette note ait été dégradée, S&P demanda à Devin SHARMA, son directeur à l'époque, de démissionner. Réfléchissez une seconde : le directeur d'une agence de notation a été renvoyé parce qu'il avait autorisé son analyste à

⁹ [article](#)

réaliser un changement de la note de la dette du gouvernement des Etats–Unis tout à fait justifié.

Par la suite, le ministère de la justice (DOJ¹⁰) lança une enquête sur le rôle de S&P dans la notation de plusieurs obligations reliées à des prêts immobiliers ayant joué un rôle dans la crise financière de 2008. En février 2013, le Ministère de la Justice et les Procureurs généraux de dix neuf états ainsi que le Procureur général des Etats–Unis de Washington DC, lancèrent une plainte contre S&P et sa société mère McGraw–Hill, requérant 5 milliards de dollars sur la base du résultat de l’enquête, ce qui s’est réglé deux ans plus tard par un accord à hauteur de 1,375 milliards. Aucune des autres grandes agences de notation n’ayant dégradé la note de la dette des Etats–Unis, mais ayant cependant rejoint S&P dans la débâcle financière, ne fut sujette à une telle poursuite judiciaire. C’était un coup de semonce destiné à empêcher toute autre agence de notation d’avoir l’idée de dégrader cette note à l’avenir. »

Mais attendez, ce n’est pas fini ! La Fed de New–York est aussi dépositaire d’une part importante de réserves en or, comprenant celui stocké pour son propre compte ainsi que pour des banques centrales et des gouvernements du monde entier.

Il est de la plus grande importance de savoir, en plus du fait qu’elle gère les opérations de marché de la Fed (c’est à dire la vente et l’achat de titres par une banque centrale sur le marché ouvert), que la Fed de New–York joue aussi un rôle d’agent pour le Fond de Stabilisation des Changes du Trésor des Etats–Unis (ESF¹¹) qui a des pouvoirs élargis en matière de transaction et intervient sur les marchés de l’or, des changes et des titres. J’appelle l’ESF « la mère de tous les caisses noires ». Si vous devez gérer

¹⁰ Department of Justice, DOJ

¹¹ Exchange and Stabilization Fund

la réserve monétaire internationale, vous avez besoin d'un « bazooka financier ». Je pense que ce bazooka se trouve dans les comptes de transaction de l'ESF et des groupes en rapport avec l'ESF.

Concernant l'ESF, la Fed de New-York s'en réfère directement au Secrétaire du Trésor, il n'y a pas besoin de ce fait que les fonctionnaires soient consultés. Quand des plaintes se sont élevées au sujet de larges positions sur des instruments dérivés de l'or, prises par les propriétaires-membres de la Fed de New-York (tels que la JP Morgan Chase) afin de contenir les prix de l'or, le chargée de compte des positions sur les produits dérivés de la JP Morgan Chase expliqua que ces positions étaient réalisées pour le compte de tiers. J'ai interprété cela par : l'ESF et/ou la Fed de New-York comme agent du Trésor, ont pris ces positions. De ce fait, l'ESF avait une option, sur le dos des contribuables, accompagnée d'une position dominante sur les marchés définie par un budget militaire de 850 milliards de dollars annuels, de l'arsenal nucléaire des Etats-Unis, d'une ou deux armes « Fouets de Dieu¹² », et de la plus grande flotte de satellites au monde.

Ceci signifie que la capacité de la Fed de New-York et de ses membres — propriétaires à créer la monnaie, à monétiser la dette fédérale et à agir pour le compte du gouvernement des Etats-Unis sur tous les marchés financiers internationaux, leur donne un accès illimité aux ressources financières du gouvernement. Ce qui n'est pas clair en revanche, ce sont les moyens que les membres de la Fed de New-York auraient à leur disposition pour prendre cet argent et le transférer dans des mains privées.

¹² Rods of Gods

A mon sens, il y en a beaucoup, probablement autant qu'il n'y a de recettes dans le très classique recueil *Les joies de la cuisine*¹³. Pensez que les données sur l'argent, dans un système financier digitalisé, peuvent valoir plus que la monnaie, et les propriétaires de la Fed de New-York ont un magnifique accès à des informations confidentielles. Ils peuvent manipuler les données digitales, le crédit digital et la monnaie digitale, pour créer des profits n'importe où dans le monde.

Je me concentre actuellement sur un des premiers mécanismes de transfert de la monnaie, de l'or et des données sur la monnaie présentant un intérêt, et plus précisément sur les comptes internationaux de la Banque des Règlements Internationaux (BRI¹⁴).

Qu'est-ce que la Banque des Règlements Internationaux (BRI) et qui est derrière ? La BRI est une banque privée à Bâle, en Suisse, gérée par un conseil qui se coopte, représentant les soixante-trois banques centrales qui en sont membres. La BRI a été créée en 1930 sous le régime suisse, et elle bénéficie de différentes formes d'immunité précisées par la Convention de la Hague de 1936. Si vous étudiez le statut de son immunité (disponible sur le site de la BRI) vous comprenez que dès que de l'or, des dépôts, titres, données et documents sont dans les mains de la BRI, ils peuvent être transférés dans le monde entier à la demande des membres de la BRI ou par ces derniers agissant comme agents, tout en étant couvert par le secret et l'immunité comme un état souverain le serait.

La plupart des gens (moi avec) suppose lorsqu'ils découvrent la BRI pour la première fois, que l'immunité dont bénéficie la BRI et similaire à celle d'un état, s'applique uniquement sur les opérations de la BRI en Suisse et

¹³ The Joy of Cooking

¹⁴ Bank of International Settlements, BIS

aux représentants de ses membres de passage. Il y a néanmoins à ce jour la preuve que la BRI a créé des mécanismes qui étendent cette immunité à un groupe de « banques systémiques importantes », « d'institutions systémiques importantes » (par exemple des compagnies d'assurance) et de « moyens de paiements systémiques importants » (probablement des systèmes de compensations ou de règlement principaux) à travers le Conseil de Stabilité Financière (FSB¹⁵) qui est une organisation suisse affiliée et que la BRI abrite en son sein. Pour plus de détail, voir la vidéo de John TITUS *All the Plenary's Men* au sujet de l'accord entre le Ministère de la Justice américain et la banque HSBC en 2012, mon numéro spécial de *Solari Report* d'août 2022 avec Patrick WOOD sur la BRI, ainsi que les liens internet en rapports publiés sur www.solari.com.

La BRI a aussi étendu son immunité et ses pouvoirs discrétionnaires à ses contrats avec plusieurs gouvernements, incluant ses nouveaux centres de l'innovation localisés un peu partout dans le monde. Les centres de l'innovation de la BRI ont été créés pour faciliter le lancement des monnaies des banques centrales digitalisées (CBDCs). Si vous n'avez pas encore lu le texte de John TITUS sur les CBDCs dans *2nd Quarter 2021 Wrap Up: CBDCs — Why You Want to Hold On to Your Cash*¹⁶, je vous le recommande vivement.

En octobre 2020 le directeur général de la BRI, Agustín CARSTENS, lors d'une table ronde du FMI portant sur les paiements internationaux, explique clairement l'intérêt que porte la BRI aux CBDCs : « *La grande différence entre une CBDC (comparée à l'argent liquide) est que la banque centrale aura un contrôle absolu sur les lois et règlements qui*

¹⁵ Financial Stability Board

¹⁶ [2nd Quarter 2021 Wrap Up: CBDCs — Why You Want to Hold On to Your Cash](#)

détermineront l'utilisation de cette expression des engagements de la banque centrale. Et aussi, nous aurons la technologie pour la mettre en application. Ces... deux sujets sont extrêmement importants.

Retournons à la période où plus de 21 billions de dollars ont commencé à fuir des comptes de la défense et du logement, soit en octobre 1997. De manière fort intéressante, trois ans plus tôt en septembre 1994, la Réserve Fédérale des Etats-Unis achète pour la première fois des parts de la BRI et devient un de ses propriétaires. La Fed avait la possibilité juridique d'acheter des parts de la BRI depuis un bon moment, mais jusqu'à cette date, elle avait décliné de le faire compte tenu de conflits d'intérêts potentiels. De nombreux responsables de la Fed et de la Fed de New-York avaient travaillé à la BRI et des américains avaient été actifs dans la direction de la BRI. Cependant, les relations institutionnelles entre la Fed et la BRI ont pris un tour nouveau en 1994 au moment de l'achat par la Fed, et de la nomination du Président de la Fed, Alan GREENSPAN, au conseil de la BRI. Comme l'a expliqué en Octobre 1994 Charles J. SIEGMAN, Associé Directeur de la Division Finance Internationale du Conseil de la Réserve Fédérale dans *The Bank for International Settlements and the Federal Reserve*¹⁷ :

« Le 13 septembre 1994, le Président du Conseil des Gouverneurs du Système de la Réserve Fédérale a pris un siège au Conseil des Directeurs de la BR, siège destiné à la banque centrale des Etats-Unis. La banque centrale des Etats-Unis a le droit d'être représentée au Conseil des Directeurs de la BRI depuis que la BRI a été créée, il y a de cela plus de soixante ans. Pour diverses raisons cependant, la Réserve Fédérale n'avait jamais exercé ce droit, jusqu'à cette année. La décision du Conseil de la

¹⁷ [The Bank for International Settlements and the Federal Reserve](#)”:

Réserve Fédérale d'assumer cette fonction de représentation auprès du Conseil de la BRI a été prise en regard du rôle de plus en plus prépondérant de la BRI comme lieu principal de consultation, de coopération et d'échange d'information entre banquiers centraux et par anticipation du fait que cette fonction est amenée à se développer. La participation de la Réserve Fédérale au Conseil de la BRI marque un nouveau tournant dans leurs relations. »

Maintenant, imaginez que nous sommes le 1^{er} octobre 1997 au début de l'année fiscale quand l'argent commence à disparaître du Ministère du Logement (HUD). Imaginez que l'une des principales banques de New-York, comme la JP Morgan ou la Chase Manhattan (avant leur fusion en 2000) (*et gardez en tête que ces banques détiennent des parts et sont membres de la Banque Fédérale de New-York ainsi que négociateurs de premier rang et agents dépositaires pour les comptes du HUD tout en bénéficiant d'immunités et de protections comme agent pour le compte de la Fed de New-York*), agissant comme agent, associé ou membre au nom de la BRI, ait transféré de l'argent, des titres et/ou des actifs d'un ou plusieurs comptes du HUD vers un compte au nom de la BRI, directement ou via des transactions dans le cadre de l'ESF.

Maintenant l'argent est dans les « tuyaux » internationaux et confidentiels de la BRI, il peut être transféré n'importe où dans le monde via un support secret crypté et protégé par une immunité. Il peut par exemple apparaître dans les comptes du gouvernement Norvégien ou de la Nouvelle-Zélande qui peuvent alors, en théorie par exemple, faire de généreuses donations à la Fondation Clinton, toute nouvellement créée. Toujours en théorie par exemple, l'argent disparu peut être transféré via l'ESF en suivant une série de transactions qui pourrait produire des gains supplémentaires dans le portefeuille de titres de prêts hypothécaires du Trésor géré par Berkshire

Hathaway laquelle pourrait en retour, faire une généreuse donation de ces mêmes gains à la Fondation Gates, profitant de son côté d'une déduction fiscale d'un même montant. Les prêts immobiliers en défaut de paiement pourraient être transférés dans un compte de la Financial Trust Company dans les îles vierges et venir capitaliser les opérations de Jeffrey EPSTEIN.

Vingt-et-un billions de dollars représentent beaucoup d'argent. Si on ajoute à cela 27 à 29 billions pour le sauvetage financier, incluant les opérations réalisées par des véhicules financiers hors bilans comme l'opération liée au sauvetage d'AIG, Maiden Lane I, II et III... Et là, si nous ajoutons les billions de dollars d'assouplissement quantitatif (QE¹⁸) de la politique monétaire de la banque centrale consistant à acheter massivement des obligations et autres actifs financiers (et si les obligations que la Fed achète à leur valeur nominale, via l'assouplissement quantitatif auprès de banques dont on ne connaît pas l'identité, valaient en réalité beaucoup moins ? Ne voudriez-vous pas savoir qui les a vendues à la Fed et qui a bénéficié des 6 billions de dollars que la Fed a injectés durant le *Going Direct Reset*¹⁹ ?)... Alors le montant total de ces transactions est stupéfiant, il est suffisant pour financer un fond qui peut faire marcher un gouvernement mondial dans un cadre privé. Il n'est de ce fait pas surprenant que le nombre de comptes offshore ait explosé quand l'argent a commencé à disparaître, alors que des tiers restés anonymes bénéficiaient de la largesse du gouvernement fédéral. Si ce n'est déjà fait, je vous recommande vivement de regarder le documentaire sur les systèmes offshore britanniques et la City de Londres, intitulé *The Spider's Web: Britain's Second Empire*.

¹⁸ Quantitative Easing

¹⁹ Going Direct Reset : plan financier élaboré par Blackrock pour les banques centrales réunies à Jackson Hole, Etats-Unis en août 2019

Nous savons que l'argent a inondé les acquisitions avec effet de levier et les sociétés de capital-risque qui ont été pris d'une frénésie d'acquisitions comme une armée étrangère envahissant un pays. Tandis que l'argent sortait par la porte de service du HUD, le groupe Carlyle annonçait l'ouverture de son premier fond en Asie, ciblant 1 milliards de dollars. D'où vient le capital initial ? Les capitaux d'institutions financières détenus dans des paradis fiscaux est certainement l'une des nombreuses possibilités. D'où que ces fonds provenaient, ces événements faisaient écho à ce à quoi le président du plus gros fond de pension des Etats-Unis pensait quand il me dit en avril 1997 : « *ils (qui que ce soit) avaient laissé tombé le pays et ils étaient entrain de transférer l'argent à l'étranger à partir de l'automne* » (1997). (Lire l'histoire complète dans mon livre publié en ligne *Dillon Read & Co. L'Aristocratie des Gains Financiers*).

Si vous lisez ma critique de 2022 du livre de Christopher LEONARD *The Lords of Easy Money*, vous saurez comment le président actuel de la Fed, Jérôme POWELL, a fait sa fortune personnelle grâce à une acquisition avec effet de levier chez Carlyle, acquisition financée par un fond avec effet de levier financé depuis... enfin, bien depuis quelque part !

Dans un chapitre intitulé *The Fixer*, LEONARD décrit la progression de POWELL depuis (la banque) Dillon Read puis au département du Trésor des Etats-Unis enfin chez Carlyle où il géra l'acquisition avec effet de levier d'un conglomérat appelé Rexnord basé à Milwaukee, une région ayant des liens très anciens avec (la banque) Dillon. La première épouse de Clarence DILLON était de Milwaukee et DILLON y avait commencé sa carrière (lien internet omis). Chez Carlyle, POWELL conduisit l'acquisition de Rexnord en utilisant 359,5 millions de son fond d'acquisition en même que tant que 2 prêts totalisant la somme de 585 millions de dollars. L'affaire est réalisée en septembre 2002. Immédiatement après la société

Rexnord s'endette encore plus. LEONARD explique que « *Rexnord aura payé plus d'argent en charges de la dette qu'il n'a encaissé de bénéfice durant toutes les années pendant lesquelles Carlyle a été son propriétaire* ». Afin de financer cette opération, Rexnord réduit les salaires, déplace les emplois vers des états sans obligation syndicale et met en place d'autres mesures pour la presser comme un citron et transformer Rexnord en ce que j'appellerais une « sardine de trading »²⁰.

En 2006 POWELL gère la revente de Rexnord à Appollo Management LP avec un bénéfice de 900 millions de dollars. Afin de financer l'acquisition, Appollo regroupe plusieurs nouveaux prêts avec effet de levier pour un montant total de 1,825 milliards de dollars. Cet accord consolidait le statut de multimillionnaire de Jérôme POWELL et il quitta Carlyle après que l'accord fût réalisé. En 2018 son patrimoine net était évalué entre 20 et 55 millions de dollars. Il est exact de dire que la contribution de Rexnord dans l'économie réelle ne s'est pas améliorée suite à la gestion de POWELL. LEONARD commente : « *La société Rexnord ne s'est pas bien portée. La société que POWELL a laissée derrière lui était criblée de dettes. La charge de sa dette était passée de 753 millions de dollars à 2 milliards sur une seule année. Les intérêts annuels avaient augmenté, passant de 44 millions de dollars en 2005 à 105 millions en 2007. En une décennie, cette société aura payé plus d'argent en intérêt de la dette qu'elle ne faisait de bénéfice annuel. Rexnord était devenue une société illustrant le monde du capital-investissement. Ce n'était plus du tout une société qui utilisait l'emprunt pour poursuivre ses objectifs. C'était maintenant une société dont le but était de rembourser ses emprunts* ». Depuis 2016 j'ai souvent dit dans *Solari Report* que l'une des raisons pour laquelle les responsables

²⁰ NDT : « sardine trading » est une expression ancienne de Wall Street signifiant un objet spéculatif qui plus de valeur échangé que pour sa consommation, réalisation propre

britanniques voulaient quitter l'Union européenne était d'empêcher la Banque Centrale Européenne et les régulateurs allemands de regarder d'un peu trop près ce qui se passait à la City de Londres, dans son réseau de paradis fiscaux, et dans ses importants intérêts consubstantiels au Commonwealth.

A ma connaissance, la BRI n'a pas encore établi de liste de « paradis fiscaux systématiquement importants » ni n'a-t-elle créé de centre de l'innovation en Antartique, sur une plateforme suborbitale ou sur la lune. J'ai quelques doutes cependant, compte tenu tout particulièrement des efforts déployés pour créer de nouvelles lois qui promeuvent la privatisation d'actifs dans l'espace. En effet, Nokia et Vodafone ont été recrutées en 2018 pour créer un réseau 4G sur la lune. Il y a une raison derrière ces contrats (voir « *Nokia and Vodafone Shoot for the Moon* »²¹). Je fais l'hypothèse qu'une des raisons possibles est la protection d'actifs vis-à-vis de regards curieux et des responsabilités pénales qui pourraient être soulevées sur des actifs qui ne bénéficieraient pas d'une immunité interplanétaire.

Comme vous pouvez le voir, je réfléchis souvent aux mesures juridiques et financières que les banquiers prennent pour créer ou voler de l'argent qu'ils donnent à leurs amis afin d'acquérir encore plus de parts sur leur plateau de Monopoly.

En réalité, pensez à cette période comme à un grand jeu de Monopoly. A chaque fois que vous êtes sur la case « Départ » vous récoltez 200 dollars. A chaque fois qu'eux sont sur la case « Départ », les amis des banquiers centraux récoltent 200 millions de dollars. Ou une petite poignée d'entre eux reçoivent 200 milliards. Après tout, les mafias ont

²¹ [Nokia and Vodafone shoot for the moon.](#)

aussi leurs hiérarchies. Quand nous tombons sur la case « Prison », nos petites entreprises sont appelées « non-essentielles ». Quand ils tombent sur la case « Prison » ils reçoivent une carte « Revenez à la case Départ ».

Quand je recherche des preuves concrètes pour asseoir mon hypothèse, je visualise des vagues de liquidité envahissant l'Amérique, afin comme au Monopoly, d'acquérir ou de financer des sociétés qui créent ou mettent en place un réseau de contrôle. La pandémie du Covid-19 a engendré bien plus que des vagues de liquidité... mais littéralement un tsunami. L'un des aspects les plus intéressants de cette montée de liquidité autour de la pandémie a été ce qu'on appelle des « sociétés d'acquisition spéciale » plus connue sous l'acronyme SPACs²².

Il y a eu plusieurs choses bouleversantes dans la pandémie du Covid-19, et certainement beaucoup plus graves pour l'humanité que la vague de SPACs qui a inondé les marchés des IPO. Cependant, l'arrivée massive des SPACs a créé plus que de la stupeur pour un professionnel sérieux de la finance.

Intéressée par la manière dont ces injections de liquidités massives par les banquiers centraux se traduisent en tsunami, tsunami déclenché par des initiés qui jouent au Monopoly, j'ai donc décidé qu'il était grand temps de jeter un oeil sur les SPACs et voir si ce phénomène nous disait quelque chose du programme *Going Direct Reset*²³ en cours.

J'ai ainsi demandé à Carolyn BETTS et à l'équipe SOLARI d'y regarder de plus près. Le thème de notre *1st Quarter 2022 Wrap Up* « SPACS : *Investment Craze or Reset Laundry* » va donc parler de ce que nous avons pu trouver.

²² Special Purpose Acquisition Companies

²³ Réinitialisation par le plan Allons Directement / Going Direct

Mot final : suivez l'argent pour suivre l'histoire fascinante de billions de dollars qui sont sortis faire un heureux petit tour... pendant que la plupart d'entre nous étions enfermés et perdions nos emplois, nos commerces et nos vies tout en résistant aux ordres édictés. Cela nous rappelle le vieux dicton selon lequel peu importe que cela aille mal, « il y a toujours un marché qui monte²⁴, quelque part ».

En effet, en 2020 les banquiers centraux y ont veillé...

Stavoren, Pays-Bas

Juillet 2022

²⁴ Bull Market